Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **8 (1992)**

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

Mario Scascighini, *La Maison du Peuple. Le temps d'un édifice de classe*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1991, 250 p.

Plusieurs travaux récents nous ont habitué à des approches basées sur un monument — la gare, le café, le musée — conjuguant histoire sociale et histoire de l'architecture. Dans sa thèse consacrée aux Maisons du Peuple en Europe, Mario Scascighini a privilégié une démarche qui montre dans quel contexte social ces premiers édifices ont été fondés, laissant à l'arrière-plan les considérations esthétiques et plus techniques.

Ainsi, l'ouvrage présente d'abord les différentes formes de culture et de sociabilité ouvrières qui se développent dès la fin du XVIIIe siècle pour essaimer au XIXe siècle. En 1879, un salon de café populaire s'ouvre à Amsterdam; il sert de lieu de réunion et de pied-à-terre aux ouvriers. En France, les cercles populaires reproduisent le modèle des cercles bourgeois tandis que le Club ouvrier anglais se lie le plus souvent avec des activités sportives.

Les premières organisations de ce type en Suisse sont le fait d'immigrés allemands qui parviennent à rassembler les travailleurs par le biais de sociétés culturelles ou de lecture. Sur ce modèle sera fondée, en 1838 à Genève, la Société d'instruction mutuelle du Grütli dont le mot d'ordre «Durch Bildung zur Freiheit» (par l'éducation vers la liberté) constitue les prémices des cercles ouvriers et des Maisons du Peuple[1].

En Europe, les premières du genre sont créées en Belgique dans les années 1880. Elles sont étroitement liées dans ce pays au mouvement coopératif socialiste et regroupent à la fois la coopérative avec

[1] La première voit le jour à Bienne en 1891.

ses magasins et les salles de réunion destinées au syndicat et au parti. Cet édifice, érigé souvent dans des endroits stratégiques du tissu urbain, va représenter un symbole de l'effort d'émancipation ouvrière et par conséquent un défi à l'ordre social bourgeois. Voici en quels termes la presse socialiste bruxelloise salue l'inauguration de la nouvelle Maison du Peuple, érigée en 1899 par Victor Horta, l'un des maîtres de l'Art Nouveau: «Toute lumière et toute force, — aux quatre coins de l'horizon — ouverte au soleil qui l'inonde, appuyée sur une musculature de fer qui la dresse, indestructible, la nouvelle Maison du Peuple apparaît face à la capitale qu'elle domine, comme à l'avenir qu'elle évoque. Du haut de la terrasse, tous les monuments du bas de la ville semblent se presser à ses pieds.(...) O transformation des choses! La cathédrale et ses succursales, c'est la religion qui vient à son tour payer son tribut de soumission au socialisme triomphant, vieille foi qui s'incline devant la foi nouvelle»[2].

A Berne, l'architecture de la nouvelle Maison du Peuple, inaugurée en 1914, est symbolique à double titre. D'une part, elle est située en plein cœur de la ville et à côté de l'Hôtel de Ville qu'elle dépasse en dimension. D'autre part, si sa façade reprend des éléments baroques traditionnels, l'utilisation du béton armé tranche sur la mollasse bernoise: «C'est comme si les architectes avaient voulu symboliser ici aussi le mouvement ouvrier dans l'exécution technique, comme si la cohésion et la dureté du matériau de construction utilisé devaient traduire la destination de ce splendide édifice»[3].

Scascighini montre bien par ailleurs comment la bourgeoisie européenne saura récupérer ce bâtiment comme lieu de «conciliation des oppositions sociales». L'exemple le plus frappant est celui de l'immeuble «Urania» construit à Vienne en 1910. Cette réalisation, présentée comme le «phare de la culture du peuple», est située à la jonction du Ring et des quartiers prolétaires de la ville: mi-paquebot, mi-forteresse, l'œuvre de Max Fabiani — un élève d'Otto Wagner — se voulait une symbiose entre architecture classique et domaine social.

La deuxième partie de l'ouvrage est plus spécifiquement consacrée à la Suisse. L'auteur distingue deux modèles de Maisons du

---

[2] *Le Peuple* de Bruxelles, cité par Mario Scascighini, *La Maison du Peuple. Le temps d'un édifice de classe*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1991, p. 83.

[3] Robert Grimm, cité par Alex Claude, "L'architecture des Maisons du Peuple", in *Architecture pour le peuple. Maisons du Peuple. Belgique - Allemagne - Autriche - France- Grande-Bretagne- Italie - Pays-Bas - Suisse*, Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1984, p. 280.

Peuple: l'une qu'il appelle de mise sous tutelle, fruit d'initiatives philanthropiques des pouvoirs publics ou de notables éclairés, l'autre d'auto-émancipation ouvrière. Cette présentation, qui a l'avantage de montrer la grande hétérogénéité du phénomène, tend parfois à gommer certains aspects plus paradoxaux. Si certaines Maisons du Peuple ont été créées sur l'initiative de la bourgeoisie, elles n'en ont pas moins permis le développement d'une sociabilité ouvrière dont il faudrait analyser plus précisément la nature. Marc Vuilleumier, dans un précédent numéro des *Cahiers,* avait montré cette double composante pour la Maison du Peuple de Lausanne[4]. Par ailleurs, la question de l'incapacité du mouvement ouvrier à fonder sa propre Maison dans certaines villes, — comme à Zurich par exemple — est une question laissée ouverte par l'auteur.

Reste un ouvrage passionnant, richement illustré par des plans ou des photographies d'époque et accessible à un public non spécialisé. Cette première synthèse devrait susciter des monographies locales sur un édifice qui, comme le montre l'analyse plus détaillée de la nouvelle Maison du Peuple de Bienne, présente un microcosme de la culture ouvrière du XXe siècle.

François Vallotton

* * *

Pierre Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, Lausanne, L'Aire, 1991, 639 p. – Notes de lecture

Nous avions signalé la prochaine parution de la thèse de Pierre Jeanneret dans notre précédent cahier; nous y revenons dans ce bulletin pour rendre hommage au travail de notre ancien président, sans toutefois nous livrer à un véritable compte rendu, ce qu'on a pu lire entre temps dans la presse. Nous nous bornons ici à souligner l'importance de cette publication pour la connaissance de l'histoire régionale et à noter quelques réflexions anachroniques que nous ont

---

[4] Cf. Marc Vuilleumier, "Mouvement ouvrier, formation et culture: Aperçus sur le rôle de l'ancienne Maison du Peuple de Lausanne", *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, no 4, novembre 1987, pp. 9-21.

suggérées l'itinéraire politique de Maurice Jeanneret-Minkine et les synthèses, toujours très claires, que brosse son petit-fils des différentes étapes d'un demi-siècle de socialisme vaudois ou romand.

Nous sommes étonnés, avec le recul, des nombreuses ruptures qui ont jalonné le développement du mouvement socialiste. Avant la guerre déjà, c'était un divorce des socialistes nationaux, pliant bagage derrière Adolphe Gavillet, emportant avec eux *Le Grütli* auquel répond aussitôt *Le Grütléen*; après la guerre, le P.S.V. parvient à limiter les retombées au plan cantonal de la division du socialisme suisse et international tiraillé entre les Internationales; mais le conflit n'est que différé, l'exclusion de Maurice Jeanneret en 1924 donne naissance au parti travailliste-socialiste, jusqu'à la réintégration de 1928; c'est ensuite la scission de 1939, la Fédération socialiste suisse sous la houlette de Léon Nicole, et, après le deuxième conflit mondial, la vive concurrence entre les frères ennemis socialistes et popistes. Chaque fois, Pierre Jeanneret analyse méticuleusement la crise; rappelant le clivage traditionnel entre les priorités des syndicaux et les aspirations des politiques, il dévoile les antagonismes de personnes derrière les choix tactiques ou les enjeux idéologiques, eux-mêmes tributaires de l'impact de l'actualité internationale: images de Russie soviétique, montée des fascismes, guerre d'Espagne...

Par ailleurs, l'historien nous affirme que le «bon docteur» ne fut pas un théoricien, qu'il était moins porté aux idées abstraites qu'attiré par le côté concret des choses, un pragmatique, proche des soucis des gens, comme il l'était dans sa pratique médicale, dans son action à la COBAL, tel que le révèlent son engouement pour l'aviation, son intérêt pour l'architecture. Pourtant, de son engagement dans la vie politique, le lecteur retient principalement son rôle lors de chacune des secousses qui agitent le parti socialiste, et son itinéraire est défini par l'option qu'il prend chaque fois de rejoindre tel ou tel camp de la famille divisée. S'il y a une évolution, ce que l'historien cherche à montrer, elle paraît bien formelle par rapport à la réalité de l'être; de même le parti socialiste semble tout entier absorbé par des débats idéologiques qui lui sont imposés explicitement par les controverses du temps, implicitement par le pouvoir local qui parvient à contraindre les minoritaires à se situer par rapport aux valeurs nationales dont il se prétend l'unique dépositaire. L'épisode de la «panosse fédérale» est à ce propos exemplaire. Le procès intenté

à Maurice Jeanneret permet de maintenir l'amalgame entre socialisme vaudois et révolution soviétique, et de masquer, ou de justifier, la complaisance qui est celle des partis de droite à l'égard du fascisme. L'attitude de l'accusé devant le tribunal est elle aussi intéressante, l'historien relève qu'elle n'a pas fait l'unanimité parmi les amis du médecin, ni dans les rangs des militants. C'est dans de tels passages que la thèse de Pierre Jeanneret coïncide le mieux avec le projet de biographie que l'auteur revendique dans son introduction.

Si le procès de 1932 peut être perçu comme une étape sur la voie des interdictions, celle du parti communiste en 1937 et celle de la fédération nicoliste pendant la guerre, le choix personnel de Jeanneret-Minkine de suivre les traces de Léon Nicole s'explique mieux, y compris l'idéalisme du régime soviétique et de Staline lui-même. Certes le lecteur d'aujourd'hui y verra de l'aveuglement — et l'on comprend que le biographe soit ici ou là gêné par le manque de lucidité de l'aïeul — mais il reconnaîtra aussi le climat d'une époque où les dogmatismes occultent de toutes parts la réalité, et le «bon docteur» peut apparaître plus authentique quand il cède à sa subjectivité philorusse que lors du procès de 1932, où il cherche à minimiser sa «faute» devant des juges qui sont aussi ses pairs.

Michel Busch

N.B. Signalons encore pour l'amateur d'histoire du mouvement ouvrier comme pour l'historien, les quelque 120 notices biographiques que Pierre Jeanneret publie en annexe de sa thèse: on trouve là des informations précieuses sur de nombreux militants, responsables syndicaux ou mandataires des partis de gauche, que l'on chercherait en vain ailleurs.

* * *

Bernard Degen, *Krieg dem Kriege! Der Basler Friedenskongress der Sozialistischen internationale von 1912,* Bâle, Z-Verlag, 1990, 142 p.

Pour son centième anniversaire, le parti socialiste bâlois a chargé l'historien Bernard Degen d'évoquer l'un de ses plus beaux titres de gloire: l'organisation du 9e congrès de la IIe internationale. Il a lieu en novembre 1912. La guerre fait alors rage dans les Balkans,

menaçant, par le jeu des alliances, d'engager l'Europe dans un conflit généralisé. Angoissés par cette perspective, les leaders socialistes se retrouvent à Bâle pour déclarer «la guerre à la guerre».

Le compte rendu officiel de ce congrès est connu. Degen n'amène rien de nouveau à cet égard. Il donne pourtant une bonne synthèse des principales interventions et rappelle brièvement les positions défendues lors des précédentes réunions de l'Internationale. Mais ce qui rend ce petit livre particulièrement attachant, c'est l'apport de l'histoire locale, le regard chaleureux sur les militants bâlois confrontés aux problèmes pratiques que pose l'organisation d'une telle manifestation: négociations avec le conseil de paroisse pour l'utilisation de la cathédrale, confection des affiches et cartes postales, organisation d'un bureau de presse avec téléphones, mise sur pied d'un service d'ordre, invitation d'une clique de fifres et tambours pour ouvrir le cortège, le tout sur fond de soucis financiers... Il y a, aussi, l'évocation de quelques moments d'émotion: ainsi, dans la cathédrale remplie à craquer, le public soudain muet alors que le drapeau rouge est monté dans la nef aux sons graves de l'orgue! Autant que la qualité des discours prononcés ce jour-là, ces instants poignants ont contribué à la notoriété du congrès de Bâle.

La IIe Internationale est habituellement l'objet d'études doctrinales. Il n'est pas mauvais de rappeler parfois que le mouvement ouvrier qui la sous-tend est aussi de chair.

Alain Clavien